

*COMITE INTER-ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECERESSE DANS LE SAHEL
(CILSS)*

*UNION EUROPEENNE
(UE)*

*PROGRAMME REGIONAL
« AMELIORATION DES INSTRUMENTS DU DIAGNOSTIC PERMANENT POUR
LA SECURITE ALIMENTAIRE REGIONALE » Phase III*

DIAPER III

MALI

RAPPORT D'EVALUATION / PROGRAMMATION

DIAPER III / AN V

Pascal DELORME, CESD-Communautaire
Laouali IBRAHIM, ECA / DIAPER III

Janvier 1998

REPUBLIQUE DU MALI

Rapport de la mission d'évaluation (97/98) et de programmation (98/99)

du projet DIAPER III

(du 10 au 17 Janvier 1998)

Avant - propos

Dans le cadre du Projet DIAPER III, une mission d'évaluation du Devis-Programme IV et de programmation du Devis-Programme V a été effectuée du 10 au 17/01/1998 par Messieurs P.DELORME, du CESD-Communautaire, et Laouali IBRAHIM, de l'Equipe Centrale d'Animation.

SOMMAIRE

<i>I - EVALUATION DE LA CAMPAGNE AGRICOLE</i>	<i>1</i>
1.1 Aspects institutionnels.	1
1.1.1 Animation locale	1
1.1.2 La composante nationale	3
1.2 L'enquête agricole	4
1.2.1. Aspects organisationnels	4
1.2.2 La technique	4
1.2.3 Le matériel d'enquête et de traitement	8
1.2.4 La documentation et les publications	8
1.3 Le Système d'Information sur les Marchés à bétail.	9
1.4 Cadre d'analyse / diffusion	11
1.4.1 Cadre d'analyse./publications	11
1.4.2 Centrale d'information	12
1.5 La formation	12
1.6 Gestion des devis programmes	12
1.6 Mise en oeuvre des conditionnalités.	17
1.6.1 Le Comité de Sécurité Alimentaire.	17
1.6.2 Prise en charge des frais de collecte	17
<i>II - Programmation des activités an V</i>	<i>18</i>
2.1. Les enquêtes	18
2.1.1. L'enquête agricole de conjoncture:	18
2.1.2. Le Système d'information sur les marchés à bétail	19
2.2 Analyse/Diffusion	20
2.2.1 Centrale d'information	20
2.2.2 Publication	20
2.3. L'Animation locale:	21
2.4. Participation de l'Etat à la prise en charge de frais de collecte:	21

I - EVALUATION DE LA CAMPAGNE AGRICOLE

Dans l'ensemble et si l'on se réfère aux recommandations effectuées lors de la précédente mission, on peut considérer qu'elles ont été largement suivies et appliquées.

D'un point de vue pratique, la mission d'évaluation/programmation avait été préparée avec soin:

- calendrier de rencontres prévu.
- documents préparatoires (rapports d'exécution et devis/programmes prévisionnels) fournis à l'arrivée.
- disponibilité de tous les acteurs aux séances de travail.

Cet aspect montre une certaine maturité du dispositif DIAPER et la volonté de réaliser un travail de qualité.

1.1 ASPECTS INSTITUTIONNELS.

Il n'existe pas de modifications majeures depuis la précédente mission d'évaluation / programmation.

1.1.1 Animation locale

L'animateur local assure pleinement son rôle de coordonateur du projet et de gestionnaire des devis programmes. Il participe activement aux différentes instances consultatives en matière d'information sur la sécurité alimentaire (SAP, Comité Consultatif du SIM céréale). D'un point de vue technique, ses avis sont écoutés et sa connaissance des structures administratives lui permet de régler certains problèmes d'ordre organisationnel.

Activités menées au cours de DIAPER III

L'analyse de ses activités, au cours de DIAPER III, indique la répartition suivante:

Appui global (technique organisationnel) aux enquêtes dont: 40 % du temps

appui à la publication	30 %
appui au traitement	25 %
appui aux missions de supervision	25 %
appui méthodologique (fiches, manuels)	15 %
appui à l'organisation (concertation, administration,...)	15 %

Appui à la coordination statistique (animation composante nationale, SAP, Coordination régionale) 10 %

Appui dans le domaine institutionnel (négociation des textes de création des structures) 10 %

Gestion administrative et financière du projet (devis-programme, financement des activités, ...) 40 %

La mission a donc été remplie conformément aux termes de référence du poste et le dynamisme, insufflé par l'animateur en matière de coordination des activités, reconnu par l'ensemble des Directions Techniques impliquées dans le dispositif de suivi de la sécurité alimentaire.

Normalement la CPS/MDRE qui est l'interlocuteur de l'animation locale depuis le début du projet doit à terme assurer l'ensemble de ses activités et l'animateur a déjà entamé le transfert de certaines de ses tâches (publication, secrétariat de réunions) vers la CPS. Cependant, la division Statistiques et documentation ne possède que peu de personnel qualifié dans le domaine statistique et ses locaux sont même insuffisants pour abriter les archives DIAPER.

La mission recommande que les conditions du transfert de responsabilité à l'issue du projet soit assurée de manière claire et transparente afin d'éviter la dispersion du matériel et surtout des archives comme cela s'était vu à l'issue de DIAPER II.

Activités au cours du dernier Devis-programme

Au titre du dernier devis-programme l'ensemble des tâches assignées à l'animateur local ont été accomplies, excepté le travail d'analyse demandé sur l'évolution inter-annuelle de certaines données de structure. Bien que ce travail ne trouve pas d'écho au sein des Directions techniques, il serait souhaitable qu'il soit poursuivi dans la mesure où l'enquête va être entièrement reprise à l'issue de recensement de la population et du recensement agricole, la question de la fréquence de collecte de certaines données (voire de leur pertinence dans le cas des achats d'équipement agricole) doit être posée et ce type de travail peut apporter des éléments de réponse.

Matériel de l'animation locale

La matériel mis à la disposition de l'animation locale comprend deux véhicules issus de DIAPER II et qui sont maintenant pratiquement hors service ainsi qu'un certain nombre d'équipements de bureau en provenance de l'ancienne animation locale.

Concernant les véhicules l'animateur local a demandé et obtenu de la part de la Délégation un avenant au devis-programme lui permettant de remettre en état les deux véhicules qui étaient arrêtés.

DESIGNATION	Type	Nombre jusqu'au DP 97/98
I. Matériel informatique		
- Micro-ordinateur	486 (4, 270)	1
- micro-ordinateur	486 (8, 525)	1
- Imprimante	Jet d'encre	1 (HS)
- onduleur		1
II. Matériel de bureau		
Photocopieur	PC 11	1
Fax		1

Excepté le dernier ordinateur acquis, l'ensemble du matériel est bien amorti.

1.1.2 La composante nationale

La participation aux réunions de la composante nationale continue d'être aussi soutenue et la plupart des membres participent régulièrement à la dizaine de réunion qui se tiennent tout au long de l'année.

Cependant, devant l'augmentation du nombre de participants, il a été créé cette année un groupe de 15 membres qui doivent être désignés nommément par leur service de tutelle afin de constituer l'un réseau d'interlocuteurs permanents pour la fourniture des données de base. Ce groupe d'analyse est en outre chargé d'approuver les travaux exécutés dans le cadre de la composante, notamment les publications.

Concernant, la rédaction des documents, ils seront réalisés par un secrétariat constitué de:

- la CPS en tant que chef de file
- la Direction Nationale d'Appui au Monde Rural
- la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique
- les SIM /OPAM
- Le SAP

Il semble donc que cette "institution" a atteint un rythme de croisière tant sur le plan de l'organisation du groupe, que sur le plan de la satisfaction que chacun retire de la participation aux travaux de synthèse.

Cependant, de l'aveu des participants, il reste que les travaux de la composante sont encore mal connus et qu'ils doivent être plus visibles vis à vis de l'extérieur. Cette question de communication devrait trouver un début de solution avec la parution régulière des publications qui doivent servir de tremplin pour faire mieux connaître les travaux au niveau des décideurs politiques.

Par ailleurs, on assiste comme dans d'autres pays à la multiplication des interrogations sur la nature et la qualité des données et des analyses fournies, en provenance de la société civile et du personnel politique, surtout au niveau décentralisé.

Considérant que ce type de problème risque d'être de plus en plus fréquent, la mission recommande qu'un effort d'explication et de sensibilisation du personnel politique doit être fait, à travers des courts forums, ou des ateliers de formation / sensibilisation à la manipulation des données statistiques. Cependant, pour atteindre leurs objectifs ces activités doivent être d'un grand professionnalisme en terme de communication, aussi il serait souhaitable que l'ECA puisse fournir au pays désireux de réaliser ces ateliers un soutien en terme de matériel de communication et d'appui logistique.

NB: Si ces "ateliers" doivent se dérouler dans plusieurs pays, ils peuvent être considérés comme une activité régionale, dans laquelle, le CILSS en tant qu'institution politique doit intervenir. Dès lors, il conviendra de considérer son opportunité et sa faisabilité (sur le dernier devis-programme) d'une part en rapport avec les autres activités de l'ECA et d'autre part avec les autorités compétentes du CILSS.

Il faut encore souligner, la grande implication de l'animateur local dans la dynamisation de cette structure et le relais nécessaire de son activité d'animation à l'issue de DIAPER III qui devra être assurée par la CPS.

1.2 L'ENQUETE AGRICOLE

L'enquête agricole s'est déroulée normalement cette année et les résultats prévisionnels ont été fournis en temps et en heure.

1.2.1. Aspects organisationnels

Au Mali, l'Enquête Agricole est placée sous la responsabilité conjointe de la Direction Nationale de Statistiques et de l'Informatique (DNSI) et de la Direction Nationale de l'Agriculture (DNA).

Durant cette campagne, le Ministère du Développement Rural et de l'Eau a été réorganisé, ceci s'est traduit et par la création de la Direction de l'Appui au Monde Rural en remplacement de la DNA. C'est maintenant donc cette dernière qui gère, avec la DNSI, le personnel utilisé par l'enquête. Une des missions assignée, à cette nouvelle direction, est de décentraliser au maximum les structures du Ministère. Pour l'enquête cela se traduit par :

- un rôle accru des superviseurs régionaux dans la conduite des opérations de terrain (ce qui va dans le sens des recommandations faites dans les dernières missions de programmation)
- la décentralisation des opérations de saisie dans les structures régionales.

A terme, cette décentralisation doit amener à considérer les communes rurales comme le premier échelon d'intervention du Ministère.

En terme de personnel, l'enquête ne devrait pas souffrir de ces changements et la disponibilité des enquêteurs sera assurée.

Cependant, si le superviseurs régionaux doivent petit à petit prendre plus de responsabilité, il serait souhaitable que la question de leur formation soit abordée. La mission recommande qu'à partir des différents supports pédagogiques existants une formation locale pour ce personnel puisse être réalisée. Cette formation doit aborder les 4 points suivants:

- *mise à niveau dans le domaine de la théorie des sondages (après contrôle des connaissances),*
- *la qualité statistique et le contrôle des enquêtes qui doit déboucher sur l'élaboration d'indicateurs de suivi (puissance du contrôle, contrôle de saisie, ...)*
- *mise à niveau informatique, notamment sur l'utilisation du logiciel de saisie*
- *la coordination statistique au niveau régional (reconnaissance des sources de données, cohérence des sources de données, ...) Cet aspect peut déboucher sur la prise de conscience de disposer au niveau régional de structures de concertation pour l'analyse de la situation alimentaire.*

En absence de document précis concernant cette formation, la mission recommande que soit transmis à l'ECA un document contenant les termes de référence et le budget de cette activité.

1.2.2 La technique

L'enquête agricole 1996/1997

Concernant les résultats définitifs de la campagne 97/98, sur les 500 SE (Section d'énumération) tirées, le traitement après apurement a porté sur 488 dossiers soit 2340 exploitations, soit **98 %** de taux de couverture.

Le rapport de campagne a été publié en Août 1997 et diffusé à 200 exemplaires. Il a été précédé d'un rapport à mi-parcours au mois d'Avril sur le bilan prévisionnel actualisé à partir des résultats définitifs.

Ce document par rapport à celui de l'an passé a été grandement amélioré dans sa présentation et des efforts de clarification, d'explication de la méthode et des résultats ont été réalisés.

La plupart des recommandations concernant ce bulletin ont été suivies et notamment celle concernant la publication des cultures marginales.

Les améliorations possibles concernent essentiellement la mise en page:

- amélioration des graphiques,
- adoption d'un format de tableau homogène afin d'éviter les fréquents changement entre le mode page et mode portrait,
- rédaction d'un glossaire pour les termes trop liés à la méthode de mesure (superficies, rendements, actifs,).

La publication tardive ne doit masquer le fait que les résultats définitifs sont disponibles à compter du mois d'Avril, leur publication sous forme succincte devrait normalement avoir lieu dans les pages du bulletin trimestriel de conjoncture.

L'enquête agricole 1997/1998

La technique

Le dispositif technique est identique à celui de l'an passé soit:

- 500 sections d'énumération
- 2500 exploitations

avec le même tirage au premier degré que l'an passé.

Le tirage est maintenant ancien et les contrôles ont fait état de la lassitude des enquêtés. La question se pose donc de savoir si pour l'année prochaine un tirage au premier degré est souhaitable.

Compte tenu de la prochaine reprise de l'échantillon sur la base du nouveau recensement de la population, la mission recommande, plutôt d'attendre cette nouvelle base de sondage, par contre les conditions de renouvellement de l'échantillon pour cette nouvelle phase doivent être plus formalisées.

Les méthodes de collecte

L'enquête se déroule en quatre passages qui permettent de remplir un questionnaire très complet:

1^{er} passage: Juillet à mi Septembre

- caractéristique démographique des exploitations

- enquête prévision et stocks

- mesure des parcelles et pose des carrés de rendement

- poursuite des tâches de pose de carrés de rendement et éventuellement poursuite des activités de mesure des parcelles sur les

2^{ème} passage: à partir de mi septembre

3 ème passage

4 ème passage: après mi-octobre

exploitations n'ayant pas pu être enquêtées avant le 15/ Septembre

- récolte des carrés de rendement

- pesée des carrés de rendement et questionnaire sur les structures: élevage, prix à la production, dépenses en équipement et en intrants

Le calendrier de collecte a été respecté:

- fin septembre / début octobre pour les fiches du premier passage (prévisions)
- fin Janvier pour les fiches des carrés de rendement.

Par contre, le démarrage des opérations est toujours un peu tardif (fin Juillet en moyenne) et lié à la mobilisation des fonds avant le début de campagne et surtout à leur répartition sur l'ensemble du pays.

Les cultures concernées sont au nombre d'une vingtaine.

Les méthodes de mesures utilisées sont classiques (mesure des parcelles, carrés de rendement..) et n'appelle pas de commentaires particuliers.

Le personnel utilisé.

Le personnel d'enquête est identique à celui utilisé lors de la campagne précédente à savoir:

Personnel	Nombre prévu	Nombre utilisé	Imputation budgétaire
Enquêteurs à plein temps	141	141	
Enquêteurs à temps partiel			Budget de l'Etat
Contrôleurs	43	43	Budget de l'Etat
Superviseurs régionaux			
Cadres supérieurs	19	19	Budget de l'Etat
Superviseurs nationaux	4	4	Budget de l'Etat
Agents de dépouillement	8	8	
Agents de saisie	8	8	
Informaticiens	2	2	
Analyste	4 H/mois		
Agent centrale d'information	1		budget Etat

Le problème au Mali reste la mise à disposition d'un personnel très mobile ce qui occasionne toujours des difficultés au démarrage de l'enquête. La DNSI signale, en outre, que le personnel de contrôle utilisé arrive dans de nombreuses régions à l'âge de la retraite et qu'il y a de fortes chances pour qu'il ne soit pas remplacé.

La mission recommande qu'une réflexion soit engagée afin de trouver des solutions de remplacement, après une analyse approfondie de la situation et du programme institutionnel de l'Etat en la matière.

Les résultats

Contrôle des opérations

Le dispositif de contrôle est maintenant bien en place et le travail fait sur l'analyse des erreurs est tout à fait pertinent.

Le ratio contrôleur par enquêteur est en compris entre 1/3 et 1/6 ce qui est très satisfaisant.

Par contre, il est difficile à partir de fiches de pouvoir calculer la puissance du contrôle.

La mission recommande qu'une fiche de totalisation des erreurs relevées puisse être étudiée ce qui d'une part faciliterai le travail des missions de supervisions et pourrait fournir un bon indicateur de qualité des enquêtes.

Exhaustivité de données

Dans l'ensemble et malgré les retards, la situation s'est améliorée par rapport à la campagne précédente et au moment des prévisions 85 % des dossiers d'enquête ont pu être traités.

La couverture de l'enquête est donc en progression depuis le début de DIAPER III où l'échantillon couvert au moment des prévisions n'excédait pas 60 %.

Le logiciel de saisie permet de connaître l'état de chaque fiche saisie et de relever les erreurs commises, la mission recommande que les résultats de ces contrôles puissent être comptabilisés afin de déterminer l'origine des erreurs commises et la constitution du taux de couverture:

- non transmission des fiches (fiche non disponible)
- non exploitation des fiches suite à des erreurs "fatales" (codes manquants, ou inexploitables)
- taux de correction (comme cela a déjà été fait).

La mission recommande de formaliser ces résultats sur la base d'indicateurs permanents (taux d'erreurs aux différentes phases de saisie), surtout dans l'optique d'une saisie décentralisée.

Précision des résultats

La précision des résultats n'a pas été calculée pour la campagne 96/97, la mission recommande de reprendre ces calculs conformément aux recommandations faites l'an passé.

Les données non couvertes par l'EAC

Actuellement, un certain nombre de données publiées dans les annuaires sont issues de dispositifs autres que celui de l'EAC, il s'agit notamment des données en provenance des offices nationaux de développement et qui concernent les cultures de coton, de riz, ou de cultures vivrières faisant l'objet de ces programmes.

Afin d'éviter certaines confusions qui se font jour parfois lors de l'élaboration des résultats et permettre une meilleure intégration de ces chiffres dans les publications nationales (notamment pouvoir expliquer les différences de méthodologies), la dernière mission CILSS/FAO avait recommandé d'approcher ces structures afin de comparer les méthodes et d'analyser les conditions de mise en cohérence des données.

La mission recommande que l'animation locale en liaison avec les responsables de l'enquête agricole réalise cette étude comparative et qu'un chapitre particulier soit inséré dans la partie méthodologique lors de la publication des résultats définitifs de l'enquête 97/98 afin d'expliquer au lecteur l'origine de chacune des sources de données.

1.2.3 Le matériel d'enquête et de traitement

L'ensemble du matériel prévu au titre du précédent devis-programme a été acquis. Il s'agit de 15 mobylettes qui ont été réparties entre la DNA et la DNSI pour les besoins de l'enquête agricole.

Inventaire du matériel acquis au titre de DIAPER III et mis à la disposition de l'enquête agricole.

DESIGNATION	Type	Nombre jusqu'au DP 97/98
I. Engins à deux (2) roues		
2. Mobylettes		100
II. Matériel de collecte		
1. Boussoles		61
2. Jalons		
3. Calculatrices		25
4. Balances		
5. Chaînes/rubans		87
6. Pesons		107
7. Double-rapporteur		98
III. Matériel informatique		
- Micro-ordinateur	486 (4, 270)	1

Conformément aux recommandations de l'an passé un requête a été faite au niveau de l'Etat pour le renouvellement du matériel d'enquête (boussole, jalons, mobylettes, ...). Si cette inscription budgétaire passe on peut considérer que le Mali aura plus que souscrit aux conditionnalités du projet.

Par contre, il semble que le système central a quelques difficultés pour avoir des états du matériel de collecte.

Dans la mesure où les superviseurs régionaux doivent jouer un rôle de plus en plus important dans le suivi des opérations, la mission recommande que des outils de suivi du matériel soit mis à leur disposition et qu'une attention toute particulière soit faite lors de leur recyclage sur la gestion du matériel.

1.2.4 La documentation et les publications

La documentation de l'enquête est maintenant complète et l'ensemble des manuels repris ou mis à jour. Le seul manuel restant est le manuel de méthodologie générale, ce qui ne devrait pas poser de problèmes compte tenu du fait qu'il peut être considéré, en grande partie, comme une compilation des différents manuels déjà élaborés.

La mission recommande que dans ce manuel un chapitre soit consacré aux méthodes utilisées par les offices (CMDT, Office du Niger) dont les résultats apparaissent lors de publication des résultats, ceci afin de couvrir l'ensemble des méthodes utilisées et constituer une référence nationale sur les statistiques agricoles.

Concernant les publications et en dehors des remarques faites sur la publication des résultats définitifs de la campagne 1996/1997, la principale amélioration doit venir du raccourcissement des délais de publication des résultats définitifs (le bilan prévisionnel est quant à lui publié dans les temps) qui devraient être disponibles en fin Mars, début Avril.

La parution du bulletin trimestriel de conjoncture doit offrir un cadre approprié pour la diffusion sous forme brute des résultats définitif.

1.3 LE SYSTEME D'INFORMATION SUR LES MARCHES A BETAIL.

L'enquête "Suivi des Marchés à bétail" logée à l'OMBEVI fonctionne normalement avec un dispositif identique à celui de l'an passé.

Le nombre de marchés couverts est toujours de 20 dont:

- 16 marchés suivis hebdomadairement
- 4 marchés suivis quotidiennement.

Les informations sur les prix sont transmises au système central par la voie la plus rapide (téléphone, radio ...), les données exhaustives (quantités) sont transmises via les rapports des contrôleurs par voie normale (courrier administratif). Ce qui entraîne un retard certain dans la diffusion de ces données.

L'OMBEVI pense pouvoir reprendre pour l'année prochaine son enquête sur les marchés du Nord, notamment dans les régions de Tombouctou et Kidal suspendus pour cause de troubles. Ce qui porterait l'échantillon à 23 marchés couvrant la totalité du territoire.

Le personnel

Le personnel utilisé est celui prévu par le précédent devis-programme à savoir:

Personnel	Nombre prévu	Nombre utilisé	Imputation budgétaire
Enquêteurs à plein temps	20	20	Budget Etat
Enquêteurs à temps partiel			
Contrôleurs	2	2	Budget Etat
Superviseurs régionaux			
Cadres supérieurs			Budget de l'Etat
Superviseurs nationaux	1	1	Budget de l'Etat
Agents de dépouillement	1	1	
Agents de saisie			
Analyste	1	1	

Même si le nombre de marchés couverts semble un peu faible, eu égard à la taille du pays, il est largement suffisant si l'on tient compte des contraintes de personnel et de traitement de l'information.

L'expérience conduite sur le précédent devis-programme concernant l'utilisation de professionnels désignés par les coopératives d'éleveurs pour servir de personnel d'enquête a pu être menée sur 5 marchés et donne des résultats intéressants notamment par la diffusion immédiate de l'information sur les radios locales des mercuriales.

Le problème qui s'est posé cette année concerne le défraiement de ce type de personnel, en effet, un autre projet présent sur certains marchés propose une indemnité compensatoire pour les professionnels qui collectent l'information. Ces personnes en effet sont soit vendeurs, soit acheteurs voire des intermédiaires et ne peuvent faire leur travail lorsqu'ils réalisent les relevés.

Considérant qu'à terme l'utilisation de ce type de personnel est incontournable et que même avec un défraiement minime, le coût d'enquête est inférieur aux salaires et primes versés actuellement aux enquêteurs de l'élevage, la mission recommande la poursuite de la mise en place de ce dispositif notamment à travers:

- la formation d'un enquêteur professionnel sur chaque marché du dispositif,
- la création d'un lien organique de type contractuel entre l'OMBEVI et les coopératives qui fournissent les enquêteurs,
- la réflexion sur un type de défraiement qui garantisse la transmission rapide de l'information collectée au niveau central.

Par ailleurs, la formation ou le recyclage des cadres s'est poursuivie soit à travers DIAPER (formation régionale), soit sous forme de formations locales (notamment en informatique).

Afin de parfaire le recyclage de l'ensemble du personnel, la mission recommande que les contrôleurs de l'OMBEVI puissent bénéficier de la formation dispensée dans le cadre de l'enquête agricole et concernant les superviseurs.

Le matériel

Le matériel acquis au titre de DIAPER III est le suivant. Pour la plupart, l'acquisition remonte au premier et au second devis-programme et le matériel roulant peut être considéré comme amorti à l'issue de DIAPER III.

Par ailleurs, la reprise des activités sur les trois derniers marchés du Nord, devrait nécessiter l'acquisition de trois nouvelles mobylettes (prévues sur le budget Etat)

DESIGNATION	TYPE	NOMBRE
I. Engins à deux (2) roues		
2. Mobylettes		19
III. Matériel informatique		
- Micro-ordinateur	486 (4, 270)	1
- Imprimante		1
- Onduleur		1
IV. Mat. de rephotographie		
- Photocopieur		1
- Duplicateur		

Les résultats.

L'OMBEVI dispose de quatre types de publications:

- les bulletins radio donnant les cours hebdomadaires et diffusés chaque jeudi qui a subit cette année des interruptions pour des problèmes financiers
- les rapports mensuels des cours, élaborés à partir des données transmises par voie rapide et diffusés à m + 5 en général.
- la synthèse mensuelle des contrôleurs qui est publiée avec plusieurs mois de retard, mais qui comprend l'ensemble des données collectées par l'enquête
- les annuaires statistiques qui cette année ont repris une diffusion régulière (1994 et 1995 publiés, 1996 en cours de publication).

Les délais de diffusion des rapports mensuels des cours ont donc été améliorés. Cette publication est par ailleurs suffisante, si l'on considère que les prix bruts peuvent être par ailleurs tout à fait connus.

Par contre, la synthèse mensuelle des contrôleurs continue de poser des problèmes de retards de diffusion.

Considérant que ce type de document est en fait plus un document interne qu'une réelle publication, la mission recommande:

- *que ce rapport soit retiré de la liste des publications (même s'il continue d'être produit et diffusé)*
- *que la contribution de l'OMBEVI au bulletin trimestriel de conjoncture soit réellement une analyse des tendances des marchés, donc utilisant les données exhaustives collectées, notamment les quantités présentes et vendues.*

1.4 CADRE D'ANALYSE / DIFFUSION

1.4.1 Cadre d'analyse./publications

Suite aux recommandations émises lors de l'atelier régional de Ouagadougou, un certain nombre d'activités ont été identifiées afin d'améliorer ce cadre et proposer le plan de publication adapté au contexte malien. En dehors des dispositions institutionnelles prises au niveau de la composante, ces activités sont les suivantes:

1) Amélioration des informations recueillies au niveau de la composante nationale notamment sur une meilleure connaissance des niveaux **d'exportation et d'importation**. Cette activité sera menée en liaison avec le Direction Nationale de Transports qui dispose déjà de fiches de collectes au niveau des différents postes de douanes du pays. Il s'agira de vérifier dans quelles conditions sont élaborées et transmises ces fiches et proposer des améliorations (soit sur le contenu, soit sur la méthode d'approche des transporteurs).

2) Finalisation des différentes maquettes de publications et mise en route de la diffusion:

- Bulletin trimestriel de conjoncture, dont une première maquette de contenu est d'ores et déjà réalisée mais qui doit être encore entièrement reprise quant à sa forme,

- Bulletin annuel de conjoncture à partir des données de la campagne 97/98 et qui doit être diffusé en Novembre 98,
- Annuaire statistique à partir de la mise à jour de la centrale d'information.

La mission recommande qu'en dehors de la partie strictement technique de ces publications, la CPS en liaison avec l'animation locale élabore le plan de diffusion global à savoir:

- *l'étude du public-cible et des niveaux de diffusion, notamment par l'adjonction lors de la transmission du premier bulletin d'un questionnaire permettant de connaître les lecteurs et leur souhait en terme d'envoi des bulletins.*
- *l'étude des conditions financières de publication et la recherche de partenaires locaux pour la poursuite de ces activités (co-financement, encarts publicitaires, abonnement, ...).*

1.4.2 Centrale d'information

Peu d'activité cette année autour de la centrale excepté, la poursuite de collecte des informations sur support papier.

Le responsable de la centrale fourni régulièrement des rapports d'étape faisant état des données récupérées auprès de services fournisseurs. Cette activité est largement favorisée par les possibilités de déplacement de l'agent, car les demandes épistolaires sont rarement suivies d'effets.

Il faudra donc attendre la refonte du système informatique pour entreprendre la saisie des données.

Une requête a été faite par la CPS pour organiser une rencontre nationale des différents sous-groupes participants à la fourniture régulière des données de la centrale afin d'organiser les différents flux de données.

La mission recommande :

- 1) *que cet atelier ait lieu après la mise à jour de la centrale afin de pouvoir présenter un produit fonctionnel*
- 2) *que l'aspect restitution des produits soit au centre des préoccupations de l'atelier (une demande d'information ne pouvant être pérenne que si les fournisseurs reçoivent un produit en retour)*

La centrale d'information est installée sur un ordinateur de type Pentium avec une sauvegarde et un onduleur. Par contre l'imprimante doit être remplacée car la réparation prévue l'année dernière n'a pas été possible.

Par ailleurs, le responsable dispose d'une mobylette pour ses déplacements dans Bamako.

1.5 LA FORMATION

Tous les cadres formés lors des sessions réalisées à Niamey interviennent directement dans leurs domaines respectifs excepté un agent de la DNSI (formation sur l'analyse socio-économique des données) qui est logé à Koulikoro (50 Km de Bamako) et qui ne participe donc pas aux travaux de la composante, sa contribution, bien que souhaitable posant des problèmes logistiques.

1.6 GESTION DES DEVIS PROGRAMMES

Le devis-programme a été signé le 6 Mai par la délégation de l'Union Européenne et le 17 Avril par l'ordonnateur national.

La participation de l'Etat prévue à hauteur de **42.000.000** Fcfa a été réduite de 10 % au cours de l'année suite à une mesure gouvernementale visant l'ensemble des dépenses de l'Etat.

L'animation locale, face à la vétusté de son parc automobile, a obtenu de la part de la délégation un avenant d'un montant de **4.250.000** Fcfa pour la remise en état des véhicules.

Au 31 Décembre 1997, les dépenses totales s'élèvent à **73.788.012 F CFA** dont **37.796.676 F CFA** sur le budget Etat et **35.991.336 CFA** sur budget FED soit un taux d'exécution de **79%**.

Avec le budget révisé (en tenant compte de l'avenant du Fed et de la réduction de la part de l'Etat) le taux de réalisation est de **83 %** (100 % du budget Etat et 70 % du budget FED).

NIVEAU D'EXECUTION DU BUDGET au 31-12-97
(F CFA)

Tableau 3 : Tous financements confondus

RUBRIQUE	MONTANT INITIAL	MONTANT ENGAGE	SOLDE	TAUX D'EXECUTION (% sur engagement)
COLLECTE	60,158,880	53,441,128	6,717,752	88.83
Enquête Agricole	50,471,880	46,253,378	4,218,502	91.64
Suivi Marchés à Bétail	9,687,000	7,187,750	2,499,250	74.19
EQUIPEMENT	7,200,000	7,050,000	150,000	97.91
Enquête Agricole	7,200,000	7,050,000	150,000	97.91
Suivi Marchés à Bétail	0	0	0	0
Animation Locale	0	0	0	0
ANIMATION LOCALE	25,606,962	13,296,884	12,310,078	51.9
Salaire	4,820,012	3,159,411	1,660,601	65.54
Fonctionnement	12,014,350	6,768,475	5,245,875	56.33
Diffusion	6,572,600	1,320,850	5,251,750	20
Entretien bâtiment, branchemt	2,200,000	2,048,148	151,852	93
TOTAL	92,965,842	73,788,012	19,177,830	79.37

NIVEAU D'EXECUTION DU BUDGET au 31-12-97
(F CFA)

Tableau 1 : FINANCEMENT FED

RUBRIQUE	MONTANT INITIAL	MONTANT ENGAGE	SOLDE	TAUX D'EXECUTION (% sur engagement)
Enquête Agricole	24,318,880	22,312,600	2,006,280	91.7
Opération de Collecte	17,118,880	15,262,600	1,856,280	89.15
Frais de personnel	16,321,000	15,111,000	1,210,000	92.58
Indemnités	12,510,000	12,450,000	60,000	99.52
Contrôleurs: 43 x 15000 f x 6 mois	3,870,000	3,870,000	0	100
Enquêteurs: 141 x 10000 f x 6 moi	8,460,000	8,460,000	0	100
Agt cent. info: 1 x 15000 f x 12 m	180,000	120,000	60,000	66.66
Frais de missions	3,211,000	2,421,000	790,000	75.39
Supervision nationale	1,447,000	657,000	790,000	45.4
Supervision régionale	1,764,000	1,764,000	0	100
Primes	600,000	240,000	360,000	40
Trait.t et contr. 2 agts 100 000 F/a	200,000	140,000	60,000	70
Saisie: 8 agts x 50 000 F	400,000	100,000	300,000	25
Impression et expédi^o doc. d'enq	150,000	151,600	-1,600	101
Frais d'expédition	150,000	151,600	-1,600	101
Entretien Matériel	529,880	26,350	503,530	4.97
Mobylette centrale d'information	30,000	26,350	3,650	87.83
Reparation véhicule	199,880	0	199,880	0
Reparation imprimante centrale	300,000	0	300,000	0
Matériel de collecte	118,000	0	118,000	0
Boîte à pharmacie	118,000	0	118,000	0
EQUIPEMENT	7,200,000	7,050,000	150,000	97.91
Suivi Marchés à Bétail	3,240,000	2,430,000	810,000	75
Opération de collecte	3,240,000	2,430,000	810,000	75
Frais du personnel	3,240,000	2,430,000	810,000	75
Indemnités	3,240,000	2,430,000	810,000	75
Superv.: 1 x 12 mois x 20000 f/mois	240,000	180,000	60,000	75
Contrôleur: 2 x 12 ms x 15000 f/ms	360,000	270,000	90,000	75
Enquêteur: 20 x 12 ms x 10000 f/m	2,400,000	1,800,000	600,000	75
Saisie et analyse 1x15mx20000/ms	240,000	180,000	60,000	75
ANIMATION LOCALE	23,406,962	11,248,736	12,158,226	48
Salaire	4,820,012	3,159,411	1,660,601	65.54
Remunerations	4,159,320	2,710,475	1,448,845	65.16
Salaire et indemnité animateur	2,970,372	2,019,328	951,044	67.98
Salaire et indemnité secrét. cpble	1,018,092	691,147	326,945	67.88
Provision pour augmt ^o de salaire	170,856		170,856	0
Charges sociales	660,692	448,936	211,756	67.94
Charges sles(16% sal. AL et SC)	300,692	88,936	211,756	29.57
Assurance maladie (AL et SC)	360,000	360,000	0	100
Fonctionnement	12,014,350	6,768,475	5,245,875	56.33
Carburant et déplacement	2,130,350	1,302,640	827,710	61.14
Coordination Bamako	448,500	408,755	39,745	91.13
6 miss ^o à 2500 km moyenne de 6 j	1,170,000	556,775	613,225	47.58
Lubrifiants (10% carb véhicules)	161,850	122,870	38,980	75.91
Billet d'avion A/R Gao (1 miss ^o 8j)	310,000	194,100	115,900	62.61
Billet d'avion A/R Tbct (1 miss ^o 8j)				
Train A/R Kayes (2 miss ^o de 4 j)	40,000	20,140	19,860	50.35
Perdiem	594,000	150,000	444,000	25.25
Animateur local (60j)	450,000	150,000	300,000	33.33
Chauffeur (48 j)	144,000	0	144,000	0
Fournitures dc bureau	900,000	611,000	289,000	67.88
Frais de communication	1,200,000	916,581	283,419	76.38
Entretien	6,550,000	3,487,475	3,062,525	53.24
Véhicule	5,750,000	3,078,775	2,671,225	53.54
Materiel de bureau	800,000	408,700	391,300	51
Prestat^o services (20000 F/mois)	240,000	160,000	80,000	62.5
Assurances et vignettes	400,000	140,779	259,221	35.19
Diffusion	6,572,600	1,320,850	5,251,750	20
TOTAL GENERAL	50,965,842	35,991,336	14,974,506	70.61

NIVEAU D'EXECUTION DU BUDGET au 31-12-97
(F CFA)

Tableau 2 : FINANCEMENT ETAT

RUBRIQUE	MONTANT INITIAL	MONTANT ENGAGE	SOLDE	TAUX D'EXECUTION (% sur engagement)
Enquête Agricole	33,353,000	30,990,778	2,362,222	92.91
1.1 Frais de personnel	2,768,000	1,663,700	1,104,300	60.1
1.1.1 Indemnités	2,520,000	1,415,700	1,104,300	56.17
Superviseurs 21 x 20 000 F x 6 mois	2,520,000	1,415,700	1,104,300	56.17
1.1.2. Frais de missions	248,000	248,000	0	100
Supervision nationale	248,000	248,000	0	100
1.2. Carburant et transport	12,250,880	12,405,078	-154,198	101.25
Transport	724,000	724,000	0	100
Avion : 1 billet A/R Tbctou	130,000	130,000	0	100
Avion : 1 billet A/R Gao	180,000	180,000	0	100
Train: 3 billets A/R x20000 f Kaye	60,000	60,000	0	100
Pirogue (frais de traversée)	354,000	354,000	0	100
Carburant	11,526,880	11,681,078	-154,198	101.33
Supervision nationale	772,200	926,398	-154,198	119.9
Supervision régionale	1,681,680	1,681,680	0	100
Contrôleurs	2,773,500	2,773,500	0	100
Enquêteurs	5,456,700	5,456,700	0	100
Carburant pr dénombrement	791,200	791,200	0	100
Carburant agt centrale d'infor.	51,600	51,600	0	100
1.3 Impression et expédition	1,750,000	1,750,000	0	100
Reproduction questionnaires	1,575,000	1,575,000	0	100
Manuel enquêteur	175,000	175,000	0	100
1.4. Entretien matériel	8,460,120	7,260,000	1,200,120	85.81
17 motos x 50 000 f/motos	850,000	850,000	0	100
167 mobylettesx30 000f/mob.	5,010,000	5,010,000	0	100
Véhicules	2,600,120	1,400,000	1,200,120	53.8
Matériel de collecte	3,332,000	3,120,000	212,000	93.63
Boussoles	1,400,000	1,244,000	156,000	88.85
Kit enquêteur/contrôleur	920,000	920,000	0	100
Rubans de mesure	210,000	156,000	54,000	74.28
Machine programmable	802,000	800,000	2,000	99.75
Formation/Recyclage	4,792,000	4,792,000	0	100
Enquêteurs	3,243,000	3,243,000	0	100
Contrôleurs	989,000	989,000	0	100
Formateurs	560,000	560,000	0	100
Suivi Marchés à Bétail	6,447,000	4,757,750	1,689,250	73.79
Perdiem supervision/contrôle	719,000	504,000	215,000	70
Mission Superviseurs	419,000	360,000	59,000	85.9
Mission chauffeurs	180,000	144,000	36,000	80
Mission superviseur	120,000		120,000	0
1.2. Carburant lubrif transport	2,198,000	1,873,750	324,250	85.24
Carburant missions	660,000	550,000	110,000	83
Vidanges lubrifiant 10% carb.	66,000	33,000	33,000	50
Carburant mobylettes	1,032,000	1,032,000	0	100
2 billets A/R Bko-Gao 2 missions	360,000	178,750	181,250	49.6
4 billets A/R train Kayes	80,000	80,000	0	100
1.3 Impressions fiches et doc.	730,000	730,000	0	100
1.4 Entretien matériel	1,700,000	1,100,000	600,000	64.7
Engins à 2 roues mobylettes	500,000	500,000	0	100
Entretien véhicule	1,200,000	600,000	600,000	50
5. Diffusion média	1,100,000	550,000	550,000	50
ANIMATION LOCALE	2,200,000	2,048,148	151,852	93

1.6 MISE EN OEUVRE DES CONDITIONNALITES.

1.6.1 Le Comité de Sécurité Alimentaire.

Le Comité d'Orientation et de Coordination (COC) du Programme de Restructuration du Marché céréalier (PRMC) assume les fonctions de CSA depuis 1994. Les relations entre le COC et l'animation locale se limitent pour l'instant à des échanges d'information à travers notamment la participation de l'animateur local aux instances techniques consultatives.

Le PRMC poursuit sa restructuration et s'oriente vers une structure à deux étages:

- un comité technique qui poursuivra ses activités dans le domaine des marchés céréaliers et de la sécurité alimentaire.
- une structure politique (Comité conjoint des bailleurs et de l'Etat malien).

Ses activité, dans le domaine de l'information, était essentiellement le financement du SAP et du SIM céréale.

Concernant le SAP, cette activité devrait être internalisée par l'Etat au niveau de l'administration territoriale avec une prise en charge progressive des financements (25 % cette année) qui doit mener à une autonomie presque complète d'ici trois ans.

Concernant le SIM céréales, sa restructuration prévue depuis l'année dernière est plus complexe. Pour la campagne en cours le SIM céréale fonctionne toujours sur le budget du PRMC et un audit du SIM a été réalisé cette année qui doit conduire à une internalisation du système.

Pour cette campagne, les réductions budgétaires ont conduit à un arrêt en Août de la diffusion des publications, mais les dispositions ont été prises pour une poursuite des activités sur l'ensemble de la prochaine campagne (à compter du mois de Juillet).

La nature de son devenir institutionnel doit être abordée lors d'un atelier en prévision pour les mois qui viennent.

1.6.2 Prise en charge des frais de collecte

Le budget d'un montant de **90.000.000 F CFA** correspondant à plus de 81 % a d'ores et déjà été inscrit et en cours de discussion à l'Assemblée nationale.

Le budget proposé par le dispositif malien a pris en compte un certain nombre de souhaits émis par les structures, notamment l'augmentation de la dotation en carburant pour les enquêteurs et les contrôleurs, la prise en compte du renouvellement des équipements de collecte et de traitement.

1.6.3 Bonus Malus

II - Programmation des activités an V

2.1. LES ENQUETES

Les enquêtes retenues et financées dans le cadre de DIAPER au Mali sont:

- l'enquête agricole de conjoncture conjointement exécutée par la Direction Nationale des Statistiques et de l'Informatique (DNSI) et la Direction Nationale d'Appui au Monde Rural (DNAMR);
- le suivi des marchés à bétail effectué par l'Office Malien du Bétail et de la Viande (OMBEVI).

D'autres activités touchant l'information sur la sécurité alimentaire sont conduites par la composante nationale mais elles ne feront l'objet d'aucun financement dans le cadre de la présente programmation. Il s'agit particulièrement du suivi du marché céréalier entièrement financé par le PRMC et les activités relatives à la préparation du recensement agricole prises en charge dans le cadre d'un projet de la FAO (PAMOS: Projet d'Appui à la Mise en Oeuvre du Schéma directeur du développement rural). Cependant DIAPER continuera à apporter son appui technique à ces activités à travers l'animation locale et le programme de formation en exécution au niveau de l'ECA.

2.1.1. L'enquête agricole de conjoncture:

L'enquête agricole de conjoncture ne bénéficie que de l'appui financier de DIAPER et de la contrepartie nationale qui cette année couvre 81 % des frais des opérations de collecte.

Améliorations méthodologiques :

Le dispositif de collecte et la taille de l'échantillon de la campagne précédente ne subiront aucun changement au cours de la prochaine campagne 1998/99. Toutefois, l'opportunité du tirage d'un nouvel échantillon et sa répartition par région seront déterminées après l'analyse des marges d'erreur des données des campagnes précédentes. Ces modifications n'entraîneront aucune révision budgétaire car la taille globale de l'échantillon et le niveau de ressources humaines affectées à l'enquête ne changeront pas. Ainsi, l'enquête sera conduite sur un échantillon de 500 sections d'énumération et mobilisera un effectif de 221 agents dont 2 superviseurs généraux, 4 superviseurs nationaux, 17 superviseurs régionaux, 43 contrôleurs, 141 enquêteurs, 8 agents de saisie, 2 informaticiens et 4 cadres analystes. Elle se déroulera de mars 1998, avec le tirage des manuels et du questionnaire à juin 1999 avec la publication des résultats définitifs analysés.

Autres activités

Il s'agit d'abord d'un travail de rapprochement des données publiées par l'enquête agricole dans certaines régions à celles fournies par les offices de développement comme la Compagnie Malienne de Développement de textile (CMDT) et l'Office du Niger. C'est une activité recommandée par la dernière mission CILSS/FAO de prévisions des récoltes. Les structures de développement collectent des données dans le cadre de leurs activités. La méthodologie utilisée entraîne souvent des

différences de chiffres de productions qui sont en retour utilisés pour critiquer ou évaluer la fiabilité de l'enquête agricole. Le rapprochement consiste à une mission de terrain auprès de ces différentes structures afin d'analyser leur méthodologie de collecte, leur apporter les appuis techniques et les conseils nécessaires en terme de méthodologie, de coordination statistique et de publications des résultats de leur enquête. L'activité qui sera conduite sous la direction de l'animation locale, mobilisera un agronome et un statisticien.

Enfin, compte tenu du rôle que joueront les superviseurs régionaux dans le contrôle de l'enquête dans le cadre de la décentralisation en cours, il est prévu de leur donner la formation nécessaire devant leur permettre une meilleure maîtrise de l'enquête tant sur le plan technique que sur le plan du suivi des opérations, du matériel mais également pour une meilleure coordination des activités statistiques au niveau régional. Il est prévu de former dans ce cadre, 23 superviseurs régionaux y compris ceux du SIM bétail.

Moyens à mettre en oeuvre :

Compte tenu de l'étendue du territoire malien et des grandes distances parcourues par les enquêteurs et les contrôleurs, les modifications significatives intervenues dans le présent DP par rapport à celui de la campagne précédente, concerne les points suivants:

- * l'augmentation de la dotation de carburant des enquêteurs et des contrôleurs conformément aux décisions du dernier CD. Elle passe de 15 à 20 litres pour les enquêteurs et de 25 à 30 litres pour les contrôleurs.
- * les distances parcourues lors des supervisions régionales passent de 700 à 1000 km.
- * l'augmentation des frais d'entretien des engins et des véhicules pour les mêmes motifs et pour faire face à une augmentation générale des prix des pièces de rechange.
- * l'acquisition de 30 mobylettes et de matériel de collecte pour remplacer le matériel usagé ou défectueux.

En ce qui concerne la mission d'appui technique auprès des structures de développement, il est prévu une ligne budgétaire de 800 000 frs pour couvrir le carburant pour 2.500 Km et les perdiems de missions pour 2 cadres pendant 30 jours.

2.1.2. Le Système d'information sur les marchés à bétail

La méthodologie n'a pas changé. Cependant l'enquête sera étendue à 3 autres marchés ce qui portera l'échantillon à 23 marchés répartis sur l'ensemble du pays, contre 20 marchés l'an dernier. La reprise des activités au niveau des 3 nouveaux marchés, situés au nord et abandonnés pour cause de la rébellion armée, permettra une couverture complète de l'échantillon prévu au départ.

Améliorations méthodologiques :

Le SIM bétail utilise les agents d'élevage comme enquêteurs sur les différents marchés. Malheureusement, du fait des contraintes de l'ajustement structurel, le personnel utilisé n'est plus renouvelé en cas de vacance de poste suite à une retraite, un abandon ou un décès. En prévision du départ de ces enquêteurs, le SIM bétail envisage de transférer les opérations de relevé des prix au niveau des coopératives de commercialisation de bétail ce qui lui permettra non seulement d'assurer la régularité des opérations de collecte mais aussi d'intégrer la société civile dans le processus de collecte. En entendant l'élaboration des textes administratifs nécessaires, il est envisagé de former le personnel concerné à raison d'une personne par coopérative.

Moyens à mettre en oeuvre :

Il s'agit essentiellement d'assurer la continuité de la collecte et de la diffusion des informations sur les prix du bétail. Comme dans le cas de l'enquête agricole et compte tenu de la réalité du terrain et des prix élevés des pièces de rechange, les lignes entretien et carburant seront revues à la hausse. L'extension de l'échantillon aux 3 marchés situés à l'extrême nord du pays aura un impact sur les distances parcourues pendant les missions de supervision. Il entraîne également une nécessité d'acquisition de 3 mobylettes supplémentaires entièrement supportée par la contrepartie nationale.

Les frais d'impression des fiches et de diffusion sont revus à la hausse compte tenu de leur insuffisance constatée pendant l'exécution du DP 97/98 et de l'extension de l'échantillon.

Les frais de formation/recyclage connaissent également une augmentation à cause de la formation des enquêteurs des coopératives.

2.2 ANALYSE/DIFFUSION

2.2.1 Centrale d'information

Le programme d'activités consiste à:

- une collecte massive de données concernant tous les fichiers de la centrale;
- la publication d'un annuaire des statistiques séries longues relatif aux domaines clé de la sécurité alimentaire;
- et l'organisation d'un atelier national de sensibilisation et d'information sur le contenu et l'utilité de la centrale d'information.

Le frais à budgétiser pour cette activité se rapportent aux indemnités du responsable de la centrale, au carburant de collecte et au coût d'organisation de l'atelier

2.2.2 Publication

Il s'agit de poursuivre et de consolider le processus de valorisation des différentes données déjà engagé conformément au plan de publication validé en septembre 1997. Il comprend trois publications régulières:

- un bulletin trimestriel de suivi de la situation alimentaire;
- un bulletin annuel de sécurité alimentaire
- un annuaire série longue de statistiques sur la sécurité alimentaire.

Ces différentes publications seront éditées par la Cellule de Planification et des Statistiques (CPS).

Cependant, le budget prévu pour ces activités de la cellule sera géré par l'animation locale qui est très impliquée dans les publications actuelles. Ce budget est composé de frais de publication des différents documents retenus et d'équipements informatiques nécessaires aux travaux de base.

Sur un autre plan, dans le cadre de l'amélioration des analyses issues du bilan céréalier et pour une meilleure évaluation de la situation alimentaire nationale, la cellule envisage d'entreprendre une

activité d'amélioration des fiches et de la méthodologie d'estimation des importations/exportations des produits agricoles actuellement effectuée par les services du Ministère de transport. L'activité comporte la révision des fiches de collecte et le test des nouvelles fiches au niveau de 3 postes frontaliers du Niger, du Burkina Faso et de la Mauritanie. Elle sera conduite sous la responsabilité de l'animation locale et nécessitera 20 jours de déplacement pour 3 cadres de la Direction Nationale du Transport (DNT), de la Direction Nationale des Affaires Economiques (DNAE) et de la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI). En plus des perdiems des 3 cadres, il est également prévu du carburant pour couvrir tous les déplacements que nécessitent l'opération, estimés à 6.000 Km.

2.3. L'ANIMATION LOCALE:

Le programme de travail de l'animateur local dans le cadre de la présente programmation prévoit, outre les activités de gestion administrative et financière du projet, un suivi et des appuis pour la réalisation de activités suivantes :

- Au niveau de l'enquête agricole de conjoncture,
 - * suivi de l'exécution, de la supervision et du contrôle de l'enquête 1998/99
 - * appui au traitement et à la publication/diffusion.
 - * appui à l'évaluation des systèmes de collecte des offices de développement.
 - * suivi et appui à la formation des superviseurs régionaux.
- Au niveau du SIM bétail,
 - * suivi de l'exécution, de la supervision et du contrôle de l'enquête,
 - * suivi et appui à l'analyse et à la publication des bulletins.
 - * suivi et appui à la formation des enquêteurs des coopératives.
- Analyse Diffusion et centrale d'information,
 - * appui à la mise à jour des fichiers,
 - * appui à la publication de l'annuaire statistique séries longues,
 - * appui aux analyses et à la publication des bulletins.
 - * appui à l'organisation et à la dynamisation de la composante nationale.
 - * suivi et appui à l'amélioration de la méthodologie de collecte des importations et des exportations.

2.4. PARTICIPATION DE L'ETAT A LA PRISE EN CHARGE DE FRAIS DE COLLECTE:

Le budget prévisionnel du devis-programme 1998/1999 s'élève à 147.197.594 Frs CFA répartis comme suit entre l'enquête agricole, le système d'information du marché céréalier, les analyses/diffusion et l'animation locale (les tableaux détaillés sont consignés dans le paragraphe « budgets prévisionnels »)

En Frs. CFA

	Opérations de collecte	Fonctionnement	Equipement	Ateliers et Etudes	TOTAL
Enquête agricole	65 049 800	0	18 000 000	2 834 000	85 883 800
SIM bétail	17 250 200	0	4 900 000	0	22 150 200
Analyse/diffusion/centrale	0	12 606 400	6 000 000	0	18 606 400
Animation locale	0	15 897 194	480 000	4 180 000	20 557 194
TOTAL	82 300 000	28 503 594	29 380 000	7 014 000	147 197 594

Le montant global des frais de collecte s'élevant à 82.300.000 Frs CFA, la participation de l'Etat à ces frais à concurrence de 81 % sera donc de 66.663.000 Frs CFA. Cependant une inscription de 90.000.000 Frs CFA a été faite au budget national ce qui est suffisant pour couvrir la contre partie nationale et acquérir les équipements souhaités.

ANNEXES

Annexe 1: Liste des personnes rencontrées

Annexe 2: Evolution synoptique de la composante nationale

Annexe 3: Evolution synoptique de l'enquête agricole

Annexe 4: Evolution synoptique de l'enquête SIM Bétail

Annexe 5: Evolution des devis-programmes

Annexe 6: Récapitulatif du matériel acquis au titre de DIAPER III

Annexe 7: Budget 98/99 détaillés.

Annexe 1: Liste des personnes rencontrées

CAMARA Bandiougou	DMAMR
COULIBALY Abderamane	Directeur Général OMBEVI
DEMBELLE Amadou	OMBEVI
DIABATE Boubacar	Assistant CONACILSS
DIAKITE Lamissa	Chercheur IER
DIALL Aly	OMBEVI
DIALLO Mary	Directeur technique SAP
DIARRA Salif	Chef de la cellule SIM céréale
DIARRA Tidiani	Directeur National Adjoint DNAMR
DIASSANA Jean Dabélé	DNAMR
DIOP Abdoulaye	Chef Cellule FED
DOUMBIA Oumar	CPS / MDRE
FOFANA Mahady	Animateur local DIAPER III
FOFANA Modibo	OMBEVI
KAMATE Modibo	DNSI
MIGNOT Daniel	Conseiller technique COC/PRMC
Mme COULIBALY Mariam Dolo	Direction Nationale des Transports
Mme SIDIBE Fatoumata Dicko	DNSI
SANGARE Ibrahim	CONACILSS
SHADEK Hans Peter	Conseiller CCE/FED
TRAORE Mamady	Ordonateur Délégué FED
TRAORE Moussa Kalifa	Directeur de la CPS Ministère de l'Agriculture
TRAORE Oumar	Secrétariat Permanent COC

ANNEXE 2 EVOLUTION DE LA COMPOSANTE NATIONALE DIAPER

		Mali		
	An 1	An 2	An 3	An 4
Cadre institutionnel	Cadre informel Initialisation du texte de création	Cadre réglementaire (Nov 95) Présidence CPS Secrétariat Animation locale	Amorce de la mise en place du groupe d'analyse	Groupe d'analyse mis en place Secrétariat du groupe identifié et mis en place
Structures participantes	DNSI DNA DNE OMBVEI IER DNM OPAM	DFPV CPS/MDRE CONACILSS DNEF	14 membres + SAP, FEWS	15 membres (COC PRMC)
Fréquence annuelle et objet des rencontres	Environ 10 réunions par an: - situation campagne - préparation missions - adoption des documents.	Environ 10 réunions par an: - situation campagne - préparation missions - adoption des documents.	Environ 10 réunions par an: - situation campagne - préparation missions - adoption des documents.	Environ 10 réunions par an: - situation campagne - préparation missions - adoption des documents.
Résultats des travaux de la composante (bulletins, rapports, décisions, ...)	pas de document spécifique hormis compte rendu des réunions. Structure de coordination, les résultats sont diffusés dans les publications de différents participants.	pas de document spécifique hormis compte rendu des réunions. Structure de coordination, les résultats sont diffusés dans les publications de différents participants.	pas de document spécifique hormis compte rendu des réunions. Structure de coordination, les résultats sont diffusés dans les publications de différents participants.	Elaboration des maquettes de bulletins trimestriels.
Problèmes rencontrés	Manque d'information dans certain domaines Manque canevas d'analyse	Manque d'information dans certain domaines Manque canevas d'analyse	Manque d'information dans certain domaines Manque canevas d'analyse	

	Annexe 3 TABLEAU D'EVOLUTION SYNOPTIQUE DE L'ENQUETE AGRICOLE			Mali
	An 1 (94/95)	An 2 (95/96)	An 3 (96/97)	An 4 (97/98)
Année d'origine de la base de sondage	Recensement de la population de 1987	Recensement de la population de 1987	Recensement de la population de 1987	Recensement de la population de 1987
Taille échantillon 1^{er} degré	435	500	500	500
Tirage de l'échantillon (oui / non)	non	oui (dénombrement des unités primaires)	non	non
Taille de l'échantillon du 2^{ème} degré	2175	2500	2500	2500
Tirage de l'échantillon (oui / non)	non	oui	oui	oui
Modification du questionnaire (indiquer les entrées et sorties de fiches ou les fiches modifiées)		Reprise du questionnaire : 11 fiches (y compris stocks paysans)	aucune	Reprise des questionnaires prévisions et du questionnaire matériel agricole.
Liste des manuels disponibles et utilisés - la date de conception/modification	Manuel de l'enquêteur autres manuels existants non utilisés	Reprise du manuel de l'enquêteur	Réalisation du manuel du contrôleur Réalisation du manuel de supervision	Réalisation du manuel de saisie
Existence d'un système de saisie traitement saisie (date de conception)	ARIEL + SPSS	ARIEL + SPSS	ARIEL + SPSS	ARIEL + SPSS
Taux de couverture moyen				85 %
Au moment des prévision	56 %	67 %	78 %	
Au moment des estimations	93 %	93 %	98 %	
Date de parution des résultats				
Des prévisions	94/95 Octobre 95	95/96 octobre 95	96/97 octobre 96	
Des résultats définitifs	94/95 octobre 95	95/96 Août 96	96/97 Août 97	
Problèmes particuliers survenus lors de chaque campagne				

Annexe 4: TABLEAU D'EVOLUTION SYNOPTIQUE DE L'ENQUETE SIM : RETAIL

	An 1	An 2	An 3	Mali An 4
Année d'origine de la base de sondage (indiquer surtout si il y a eu un changement)	1990	1990	1990	1990
Taille échantillon (nbr de marchés couverts)	20 marchés	20 marchés	20 marchés	20 marchés
Nbre de produits concernés	Prix de la viande, des cuirs et peaux: 5 espèces Quantités présentées et vendues	Prix de la viande, des cuirs et peaux: 5 espèces Quantités présentées et vendues	Prix de la viande, des cuirs et peaux: 5 espèces Quantités présentées et vendues	Prix de la viande, des cuirs et peaux: 5 espèces Quantités présentées et vendues
Modification du questionnaire (indiquer les entrées et sorties de fiches ou les fiches modifiées)	non	non	non	non
Liste des manuels disponibles et utilisés (éventuellement la date de conception)	manuel de l'enquêteur	manuel de l'enquêteur	manuel de l'enquêteur Début de réalisation du manuel de traitement des données	Manuel de traitement des données
Existence d'un système de saisie	saisie informatique sur tableau	saisie informatique sur tableau	saisie informatique sur tableau	création d'une base de données sur les prix
Taux de couverture moyen	18 marchés couverts	18 marchés couverts	20 marchés	
Date de parution des résultats				
Bulletin décadiaire ou hebdo	oui radio + journaux rapport restreint sur les cours	oui radio + journaux rapport restreint sur les cours	oui radio + journaux rapport restreint sur les cours	oui rapport restreint sur les cours
Bulletin mensuel				
Bulletin trimestriel				
Bulletin annuel				
Problèmes particuliers survenus lors de chaque campagne	problèmes sur les marchés du Nord	problèmes sur les marchés du Nord	reprise des activités dans les marchés du nord	1996 en cours de finition Problèmes de diffusion radio

Annexe 5: Evolution des devis -programmes

	AN 1	AN 2	AN 3	AN 4
Montant total du DP	111.413.000	100.201.233	76.736.389	92.965.842
Montant FED	111.413.000	84.311.233	54.900.389	50.965.842
Montant Etat		15.890.000 BI	21.836.000 BI	42.000.000 BI
Date de libération fonds FED	29/8/94	03/07/95	11/06/96	27/05/97
Date de libération fonds Etat		23/06/95 (ouverture 1er semestre)	16/02/96	12/05/97
Taux d'exécution FED	98 %	98 %	98 %	70 %
Taux d'exécution Etat		100 %	100 %	90 %
Taux globaux	98 %	98 %	98 %	79 %

FC: fonds de contreparti

BI : budget d'investissement

Annexe 6: FICHES D'INVENTAIRE DES EQUIPEMENTS ACQUIS AU TITRE DE DIAPER III

PAYS : MALI

DESIGNATION	DP 94/95			DP 95/96			DP 96/97			DP 97/98			TOTAL			DESTINATION (1)		
	prévu	acquis	prévu	acquis	prévu	acquis	acquis	Acquis	Acquis	Acquis	Acquis	E.A	AL	SIMB	Centrale	d'inf.		
I. Engins à deux (2) roues																		
1. Bicyclettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
2. Mobylettes	60	60	56	50	-	-	-	15	-	125	-	105	-	-	19	1	-	
3. Motos	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
II. Matériel de collecte																		
1. Boussoles	45	45	16	16	44	41	5	5	107 (1)	66	-	-	-	-	-	-	-	
2. Jalons	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
3. Calculatrices	15	15	10	10	-	-	6	31	31	-	-	-	-	-	-	-	-	
4. Balances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
5. Chaînes/rubans	73	73	14	14	-	-	-	7	94	94	-	-	-	-	-	-	-	
6. Pesons	107	107	-	-	-	-	-	-	-	107	107	-	-	-	-	-	-	
7. Double-rapporteur	98	98	-	-	-	-	-	141	239	239	-	-	-	-	-	-	-	
III. Matériel informatique																		
- Micro-ordinateur	3	3	1	2	-	-	-	5	1	2	1	2	1	1	1	1	1	
- Imprimante	3	3	1	2	-	-	-	5	1	2	1	2	1	1	1	1	1	
- Onduleur	3	3	1	1	-	-	-	4	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
IV. Mat. de regraphie																		
- Photocopieur	1	1	-	-	-	1	1	2	-	1	1	-	-	-	-	-	-	
- Duplicateur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

41 boussoles volées.

Annexe 7: Budget 98/99 détaillés.

Pays : MALI**Enquête : Enquête Agricole et Stocks Paysans 1998/99****Service responsable : DNA/DNSI**

DESIGNATION	COUT TOTAL F CFA	FED F CFA	ETAT F CFA
1. OPERATION			
1.1. Frais de personnel	18,957,000	13,020,000	5,937,000
1.1.1 Indemnités	14,850,000	12,420,000	2,430,000
Superviseurs: 21 x 20 000 F x 6 mois	2,520,000	90,000	2,430,000
Contrôleurs: 43 pers x 10 000 F x 6 mois	3,870,000	3,870,000	0
Enquêteurs : 141 pers x 10 000 F x 6 mois	8,460,000	8,460,000	0
1.1.2 Frais de missions	3,507,000	0	3,507,000
Supervision nationale : (3 missions x 10 jours x 5 régions ; 1 mission x 8 jours x 2 régions 7 500 F/j/superviseur, 3 000 F/j/chauffeur)	1,743,000	0	1,743,000
Supervision régionale: (17 sup. suivant les structures impliquées) 4 missions x 6j x 7 régions, superviseurs 7 500 F/j ; chauffeur 3 000 F/j	1,764,000	0	1,764,000
1.1.3 Primes	600,000	600,000	0
Traitements et contrôle 2 agts, 100 000 F/an	200,000	200,000	0
Saisie : 8 agents x 50 000 F/an	400,000	400,000	0
1.2. Carburant et transport	16,229,800	0	16,229,800
1.2.1 Transport	869,000	0	869,000
Avion: 1 billet A/R Tombouctou	143,000	0	143,000
Avion : 1 billet A/R Gao	198,000	0	198,000
Train : 3 billets A/R x 20 000 F ; Kayes	66,000	0	66,000
Pirogue (Mopti, Gao, Tbctou) pour 32 enquêteurs x 12 A/R ; 13contrôleurs x 6 A/R; 1 000 F par A/R.	462,000	0	462,000
1.2.2 Carburant	15,360,800	0	15,360,800
Supervision nationale : 3 missions x 3 000 Km x 0,2 l x 390 F/j et 10% coût carburant pour lubrifiant	772,200	0	772,200
Supervision régionale 4 missions x 1000 km x 7 régions x 0,2 l x 390 F/l 10% pour lubrifiant	2,402,400	0	2,402,400 0 0
Contrôleurs : 30 l x 43 x 6 mois x 430 F/l	3,328,200	0	3,328,200
Enquêteurs : 20 l x 141 x 6 mois x 430 F/l	7,275,600	0	7,275,600
Carburant dénombrement : 20 litres par 184 agents (enquêteurs + contrôleurs)	1,582,400	0	1,582,400
1.3. Impression et expédition doc. d'enquêtes	2,175,000	0	2,175,000
Reproduction questionnaires (42 fiches, 2 500 exploitations, 16,5 F/fiches)	1,732,500	0	1,732,500
Manuel enquêteur 50 x 3850 F	192,500	0	192,500
Frais d'expédition	250,000	0	250,000

1.4. Entretien matériel	14,880,000	0	14,880,000
17 motos x 100 000 F/motos	1,700,000	0	1,700,000
138 mobylettes x 60 000 F/mobylettes	8,280,000	0	8,280,000
7 véhicules x 700 000 F/véhicule	4,900,000	0	4,900,000
1.5. Matériel de collecte	6,728,000	0	6,728,000
Boussoles : 20 x 90 000 F	1,800,000	0	1,800,000
Calculatrices programmables: 20 x 100 000 F	2,000,000	0	2,000,000
Kit enquêteur/contrôleur 184 x 6 000 F	1,104,000	0	1,104,000
Rubans de mesure 80 x 9 000 F	720,000	0	720,000
Boîtes à pharmacie 184 x 6000 F	1,104,000	0	1,104,000
1.6. Formation /Recyclage	6,080,000	0	6,080,000
Enquêteurs (6j) : 30 000 F/agent (6000 F transport, 4000 F/j perdiem)	4,230,000		4,230,000
Contrôleurs (6j) : 30 000 F/agent (6000 F transpt, 4000 F/j perdiem)	1,290,000		1,290,000
Formateurs : 14 formateurs x 4 j x 10 000 F/jour	560,000		560,000
TOTAL OPERATION DE COLLECTE	65,049,800	13,020,000	52,029,800
2. EQUIPEMENT			
Mobylettes: 30 mobylettes x 600 000 F	18,000,000	0	18,000,000
TOTAL EQUIPEMENT	18,000,000	0	18,000,000
TOTAL	83,049,800	13,020,000	70,029,800

Pays : MALI**Enquête : Suivi des Marchés à Bétail 98/99****Service responsable : OMBEVI**

Taux de change 1 ecu = 661.5 FCFA

DESIGNATION	COUT TOTAL F CFA	FED F CFA	ETAI F CFA
1. COLLECTE			
1.1. Frais de personnel	4,803,000	3,600,000	1,203,000
1.1.1. Primes et Indemnités	3,600,000	3,600,000	
Superviseurs : 1superviseur x 12 mois x 2 0000 F/mois	240,000	240,000	
Contrôleurs : 2 contrôleurs x 12 mois x 15 000 F/mois	360,000	360,000	
Enquêteurs : 23 agentsx 12 mois x 10 000 F/mois	2,760,000	2,760,000	
Saisie et analyse : 1 agents x 12 mois x 20 000 F/mois	240,000	240,000	
1.1.2. Perdiem supervision/contrôle	1,203,000		1,203,000
4 missions x 1 sup x 19j x 7 500F/j	570,000		570,000
" 1 chauf. x 16j x 4 x 3000F/j	192,000		192,000
2 missions x 1 chauf. x 21j x 4 x 3000F/j	126,000		126,000
2 missions x 1 sup x 21j x 2 x 7 500 F/j	315,000		315,000
1.2. Carburants lubrifiants + transport	3,029,800		3,029,800
Carburant (2 missions= 9 500 kms) 9 500 km x 20 l/km x 275	522,500		522,500
Carburant (4 missions= 9 700 kms) 9 700 km x 20 l/km x 275	533,500		533,500
Vidanges lubrifiants 10% des frais de carburant	105,600		105,600
Carburant moby. 23 mob. x 15l/mois x12 moisx 430 f/litre	1,780,200		1,780,200
4 billets A/R train Kayes 22 000 F x 4	88,000		88,000
1.3. Impression des fiches	850,000		850,000
1.4. Entretien matériel	3,400,000		3,400,000
Engins à 2 roues 20 mobylettes x 25 000 F/an	1,000,000		1,000,000
Entretien matériel informatique et photocopieur	900,000		900,000
Entretien véhicule	1,500,000		1,500,000
1.5. Diffusion média	2,800,000		2,800,000
1.6 Transmission des fiches (forfait)	150,000		150,000
1.7 Formation/recyclage	2,217,400		2,217,400
Perdiem: Enquêteurs service élevage			
23 enq.*5j*5 000 F/j	575,000		575,000
Perdiem: Enquêteurs coopératives			
23 enq.*7j*5 000 F/j	805,000		805,000
Transport			
46 enq.*10 000 F/enq.	460,000		460,000
Frais formation (location salle, fourniture, carburant, etc)	137,400		137,400
Prime formateurs			
3 formateurs* 8j* 10 000 F/j/formateur	240,000		240,000
TOTAL OPERATIONS DE COLLECTE	17,250,200	3,600,000	13,650,200

2. EQUIPEMENTS			
3 mobylettes	1,800,000		1,800,000
1 micro-ordinateur+Accessoires(onduleur et	2,500,000		2,500,000
Extension mémoire de disque dur	600,000		600,000
<i>TOTAL EQUIPEMENTS</i>	<i>4,900,000</i>	<i>0</i>	<i>4,900,000</i>
TOTAL	22,150,200	3,600,000	18,550,200

Budget Animation Locale MALI**Campagne 1998/99**

DESIGNATION	TOTAL F CFA	FED F CFA	ETAT F CFA
1. SALAIRES	4,877,844	4,877,844	
1.1. Rémunérations	4,152,444	4,152,444	
Salaire et indemnité animateur (12 mois * 252.416 frs)	3,028,992	3,028,992	
Salaire/indemnité Secrétaire comptable(12mois*86.396F)	1,036,752	1,036,752	
Provision pour augmentation de salaire (12 mois*21.675F)	86,700	86,700	
1.2. Charges sociales	725,400	725,400	
Chges sles (16% sal AL & SC) (12 mois*30.450F)	365,400	365,400	
Assurance maladie (AL et SC) (2familles*180.000F)	360,000	360,000	
2. FONCTIONNEMENT	8,499,350	7,799,350	700,000
2.1 Carburant et déplacements	2,165,350	2,165,350	
Coordination Bamako (1 150 litres* 390F/l)	448,500	448,500	
6 missions à 2500 km en moyenne de 6 j(6*25*20*390)	1,170,000	1,170,000	
Lubrifiants (10% carb véhicules)	161,850	161,850	
Billet avion A/R Gao (1 mission de 8 j)	198,000	198,000	
Billet avion A/R Tbctou (1 mission de 8 j)	143,000	143,000	
Train A/R Kayes (2 missions de 4 j)	44,000	44,000	
2.2. Perdiem	594,000	594,000	
Animateur local (60 jours) (60 * 7500 F/j)	450,000	450,000	
Chauffeur (48 jours) (48 * 3000 F/j)	144,000	144,000	
2.3. Fournitures de bureau	900,000	900,000	
Fournitures (12 mois)	900,000	900,000	
2.4. Frais de communication	1,200,000	1,200,000	
(Téléphone, fax, et poste)			
2.5. Entretien	3,000,000	2,300,000	700,000
Véhicule	1,500,000	1,500,000	
Matériel de bureau	800,000	800,000	
Bâtiment (nettoyage, réfection)	700,000		700,000
2.6. Prestations de services (20 000F/mois)	240,000	240,000	
2.6. Assurances et Vignettes	400,000	400,000	
3. EQUIPEMENT	480,000	480,000	0
1 imprimante	480,000	480,000	
4. DIFFUSION DES RESULTATS (SIM et EAC)	2,520,000	1,800,000	720,000
Résultats prévisionnels EAC: 200 copies à 3 500 F/copie	700,000	700,000	
Résultats définitifs EAC : 200 copies à 1 750 F/copie	350,000	350,000	
Annuaire SIM bétail: 150 copies à 5 000 F/copie	750,000	750,000	
Fiches et autres documents	720,000	0	720,000

5. ATELIERS ET ETUDES	4,180,000	4,180,000	0
Evaluation méthodologie de collecte CMDT et Office Nig.	800,000	800,000	
Amélioration fiches de collecte exportation	1,000,000	1,000,000	
Atelier centrale d'information	2,380,000	2,380,000	
TOTAL	20,557,194	19,137,194	1,420,000

PAYS: MALI**DESIGNATION: GESTION CENTRALE D'INFORMATION ET ANALYSE DIFFUSION 1998/99****Service responsable : CPS**

1 ECU = 661,5 FCFA

DESIGNATION	Nombre	Coût unitaire	Coût total (FCFA)	
			MOIS	FCFA
1. CENTRALE D'INFORMATION				
1.1. Carburants				206,400
Déplacements mise à jour(40 litres par mois)	480	430	206,400	206,400
1.2. Consommable	12	30,000	360,000	360,000
1.3. Entretien matériel			360,000	360,000
Moto	1	60,000	60,000	60,000
Matériel informatique (forfait)			300,000	300,000
1.4. Indemnités			180,000	180,000
1 cadre chargé de la mise à jour	12	15,000	180,000	180,000
TOTAL CENTRALE INFORMATION			1,106,400	1,106,400
2 PUBLICATIONS				
2.1. Bulletin trimestriel			4,800,000	4,800,000
400 copies par trimestre *3 000 F/copie	1,600	3,000	4,800,000	4,800,000
2.2. Bulletin annuel			1,500,000	1,500,000
500 copies par an *3 000 F/copie	500	3,000	1,500,000	1,500,000
2.3. Annuaire statistique séries longues			2,500,000	2,500,000
500 copies par an *5 000 F/copie	500	5,000	2,500,000	2,500,000
2.4. Primes de publication			1,200,000	1,200,000
5 cadres à 20 000 F/mois	60	20,000	1,200,000	1,200,000
2.5. Frais de diffusion			1,500,000	1,500,000
50 envois par publication	300	5,000	1,500,000	1,500,000
TOTAL PUBLICATIONS			11,500,000	11,500,000
3 EQUIPEMENT				
1 Micro-ordinateur	1	2,500,000	2,500,000	2,500,000
1 Micro-ordinateur	1	1,600,000	1,600,000	1,600,000
2 onduleurs	2	600,000	1,200,000	1,200,000
1 imprimante	1	700,000	700,000	700,000
TOTAL			18,606,400	18,606,400

PAYS: MALI**DESIGNATION: FORMATION EN METHODES STATISTIQUES ET CONDUITES DES ENQUETES**

1 ECU = 661,5 FCFA

DESIGNATION	Nombre	Coût unitaire	Coût total (FCFA)		
			FCFA	TOTAL	FED
1 Perdiems				1,449,000	1,449,000
Participants(23*6 jours de formation)	138	7,500	1,035,000	1,035,000	
Formateurs(3*6jours de formation)	18	20,000	360,000	360,000	
Chauffeurs	18	3,000	54,000	54,000	
2 Transport				660,000	660,000
Transport participants régionaux	46	10,000	460,000	460,000	
Transport pendant formation		Forfait	200,000	200,000	
3 Reproduction des documents				245,000	245,000
Documents de formation	50	2,500	125,000	125,000	
Autres documents		Forfait	120,000	120,000	
4 Autres frais				300,000	300,000
(location salle, publicité, kit participants)					
5 Pause café	360	500	180,000	180,000	
TOTAL			2,834,000	2,834,000	